

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

22 AVRIL 1999

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi du 15 décembre 1980
sur l'accès au territoire, le séjour,
l'établissement et l'éloignement
des étrangers**

(Déposée par Mme Annemie Van de
Casteele et MM. Karel Van Hoorebeke
et Fons Borginon)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le problème des réfugiés est toujours d'actualité en Belgique. Nous constatons que les candidats réfugiés politiques doivent quelquefois attendre plusieurs années avant d'être fixés définitivement sur le sort réservé à leur demande. Dans l'intervalle, certains étrangers et leur famille s'intègrent au point de faire entièrement partie de la communauté. Le problème posé par les personnes qui séjournent dans notre pays sans papiers depuis plusieurs années a atteint un point culminant. D'autre part, il y a dans le monde entier des populations qui fuient les poursuites, la guerre civile et la répression. Il n'existe toujours pas de solution internationale pour les personnes qui ne peuvent demander l'asile, au sens de la convention de Genève.

La présente proposition de loi vise à apporter une solution humaine, juste et équilibrée à ces problèmes urgents. Elle contient un certain nombre de mesures

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

22 APRIL 1999

WETSVOORSTEL

**tot wijziging van de wet van 15
december 1980 betreffende de toegang
tot het grondgebied, het verblijf,
de vestiging en de verwijdering
van vreemdelingen**

(ingediend door mevrouw Annemie Van de
Casteele en de heren Karel Van Hoorebeke
en Fons Borginon)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Het vluchtelingenprobleem is in België nog steeds aan de orde. We stellen vast dat kandidaat-politieke vluchtelingen soms jaren moeten wachten op uitsluitel over hun aanvraag. Sommige vreemdelingen en hun gezin hebben zich ondertussen geïntegreerd en zijn volwaardig deel gaan uitmaken van de gemeenschap. Het probleem van de mensen die, zonder papieren, reeds jaren in ons land verblijven heeft een hoogtepunt bereikt. Daartegenover staat dat overal ter wereld, bevolkingsgroepen op de vlucht zijn voor vervolging, burgeroorlog en verdrukking. Voor mensen die geen aanspraak kunnen maken op asiel, zoals bedoeld in de conventie van Genève, is er nog steeds geen internationale regeling.

Dit wetsvoorstel beoogt voor deze dringende problemen een menswaardige, rechtvaardige en evenwichtige oplossing te vinden. Een aantal structurele

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

structurelles et de mesures transitoires de nature à prolonger ou à régulariser le séjour d'étrangers se trouvant en séjour légal ou illégal dans notre pays.

Si l'on veut que la Belgique (ou ses entités fédérées) puisse à terme continuer à mener une politique d'asile équitable, notre proposition de loi ne peut dissociée du problème de la pression liée à l'immigration.

L'immigration dans une perspective internationale et nationale.

L'immigration qui touche aujourd'hui les pays d'Europe occidentale ne constitue que la partie visible de l'iceberg. Dans nos régions, l'immigration ne va certainement pas diminuer. La sévérité ou la souplesse de la politique (d'expulsion) n'a qu'une influence limitée sur ce phénomène. En tant que telle, une politique d'expulsion peut uniquement fixer le statut d'un immigré, c'est-à-dire déterminer s'il est en situation légale ou illégale. Dans l'avenir, la politique devra dès lors se fonder sur cette prémisse irréversible que constitue la forte pression de l'immigration.

Si elle n'est pas en mesure d'assurer la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés partout dans le monde, la Belgique pourrait probablement exercer une pression accrue sur certains régimes qui violent les droits de l'homme. En adoptant une attitude pacifiste forte, la Belgique (ou ses entités fédérées) devrait, sur la scène internationale, s'efforcer de prévenir et de régler pacifiquement des conflits, où qu'ils se produisent dans le monde. Il ne sert pratiquement à rien de combattre uniquement les symptômes du mal en rendant plus difficile l'accès à notre territoire si l'on ne s'attache pas en même temps à promouvoir la coopération au développement, à nouer des relations commerciales équitables et à réprimer les trafics d'armes. Il convient de faire en sorte qu'il ne soit plus nécessaire de fuir un pays pour des raisons politiques et économiques. Il est malheureusement impossible d'éviter que subsistent des situations conflictuelles et des dictatures. Il sera encore nécessaire de conclure des accords en matière d'asile. Si l'élaboration du statut de personne déplacée dans le cadre de la présente proposition de loi constitue une première amorce d'approche internationale du problème des réfugiés, il faudra encore de nombreuses autres initiatives pour que puisse être mise en oeuvre l'action préventive qui s'impose.

Il convient de mener parallèlement au débat sur le droit d'asile, un débat approfondi sur l'immigration. La pression migratoire ne diminuera en effet pas à l'avenir. La fermeture hermétique des frontières ne constitue pas une solution en soi. La situation que nous connaissons à l'heure actuelle - des groupes importants de «sans-papier» n'ayant pas droit au lo-

maatregelen en overgangsmaatregelen worden voorgesteld, die het verblijf van legaal en illegaal in het land verblijvende vreemdelingen kunnen bestendigen of regulariseren.

Dit wetsvoorstel kan niet los worden gezien van het probleem van de migratiedruk indien wij willen dat België (of zijn deelstaten) op langere termijn een eerlijk asielbeleid kan blijven voeren.

Migratie in internationaal en nationaal perspectief

De migratie waarmee West-Europese landen vandaag worden geconfronteerd, is nog maar het topje van de ijsberg. De migratie naar onze streken zal zeker niet afnemen. Dit heeft weinig te maken met een strak of soepel (uitwijzings)beleid. Een uitwijzingsbeleid op zich kan enkel het statuut van de migrant bepalen, nl. legaal of illegaal. Het toekomstig beleid moet dan ook van deze onomkeerbare premisse vertrekken, nl. de grote migratiedruk.

België kan niet de behoeder zijn van de mensenrechten en vrijheden overal ter wereld, maar kan wellicht meer druk uitoefenen op sommige regimes die de mensenrechten schenden. Vanuit een sterke pacifistische opstelling moet België (of zijn deelstaten) op het internationale forum streven naar het voorkomen en het geweldloos oplossen van conflicten waar ook ter wereld. Het eenzijdig bestrijden van symptomen door de toegang tot ons grondgebied te bemoeilijken, is weinig zinvol wanneer niet tegelijk intensief werk wordt gemaakt van ontwikkelingssamenwerking, eerlijke handelsrelaties, beteugeling van de wapenhandel. Het streefdoel moet zijn dat vluchten om politieke en economische redenen niet meer hoeft. Helaas zullen we niet kunnen vermijden dat conflictsituaties en dictaturen blijven bestaan. Akkoorden over asiel zullen nodig blijven. Het uitwerken van het ontheemdenstatuut in dit wetsvoorstel is een eerste aanzet tot een internationale aanpak van het vluchtelingenprobleem, maar staat nog ver van de preventieve actie die nodig is.

Naast het asieldebat dringt een grondig debat over migratie zich op. De migratiedruk zal in de toekomst niet afnemen. De grenzen hermetisch afsluiten is op zich geen oplossing. Een situatie zoals we die nu kennen, waarin grote groepen mensen zonder papieren geen recht hebben op huisvesting, gezondheidszorg, onderwijs, e.d.m. is ethisch niet aanvaardbaar. De

gement, aux soins de santé, à l'enseignement, etc. - est inadmissible du point de vue éthique. La fermeture hermétique des frontières dissuade en outre les réfugiés relevant de la Convention de Genève. Or, tel ne saurait être l'objectif poursuivi.

L'on ne peut pas se borner, dans le cadre du débat sur la politique en matière de réfugiés et d'immigration, à chercher remède à la politique qui est menée actuellement en matière d'asile. Entre les extrêmes que sont la fermeture et l'ouverture des frontières, il est parfaitement possible de mener une politique migratoire qui tienne compte de la responsabilité internationale et éthique des pouvoirs publics, d'une part, et des possibilités financières et sociales de notre société, d'autre part. Le débat sur l'immigration ne peut en tout cas connaître la même évolution que celle qu'a connue la problématique classique des travailleurs émigrés au cours des vingt dernières années. Dans une démocratie, il convient d'éviter toute polarisation dans le cadre de ce débat, sans quoi il deviendrait impossible de prendre les mesures nécessaires en matière d'intégration.

Caractéristiques générales de la proposition

La présente proposition de loi ne concerne qu'un aspect de ce vaste débat. Les mesures proposées sont nécessaires et urgentes. De nombreux étrangers sont actuellement dans l'incertitude quant à l'issue de leur demande d'asile, alors qu'eux-mêmes et leurs enfants se sont parfaitement intégrés à la population locale tout au long de leur séjour légal en Belgique. Par ailleurs, des milliers d'étrangers séjournent de manière illégale dans notre pays depuis de nombreuses années. Leurs conditions de vie et leurs perspectives d'avenir sont très souvent incompatibles avec la dignité humaine. Jusqu'à présent, la classe politique et les pouvoirs publics n'ont proposé aucune solution praticable quant au sort qui doit être réservé à ces personnes. Appliquer subitement, de manière conséquente, la législation existante, ce qui impliquerait d'aller chercher toutes ces personnes et de les expulser massivement, déclencherait une chasse aux sorcières démesurée, que la population ne comprendrait pas. Par ailleurs, la poursuite de la politique actuelle, basée sur la tolérance, reviendrait à officialiser une pratique inique, qui consiste à expulser, au hasard, sans critères objectifs, un nombre limité d'étrangers et à tolérer tacitement, pour le surplus, les conditions de vie dégradantes de tous les autres.

La présente proposition de loi est aussi attentive à l'aspect éthique qu'à l'intérêt bien compris de la société. On évoque trop souvent le coût de la politique d'asile, qui se chiffre à plusieurs milliards de francs. On explique rarement à la population combien coûte réellement l'illégalité: moins de recettes fiscales, moins de cotisations sociales de travailleurs au noir souvent exploités. Régulièrement, des illégaux bas-

grenzen hermetisch afsluiten schrikt bovendien de vluchtelingen af die onder de toepassing van de conventie van Genève vallen. Dit kan niet de bedoeling zijn.

Het debat over een vluchtelingen- en migratiebeleid mag zich niet beperken tot remedies zoeken voor het huidige asielbeleid. Tussen de uitersten «gesloten grenzen» en «deuren open» liggen tal van mogelijkheden voor een migratiebeleid dat rekening houdt met de internationale en ethische verantwoordelijkheid van de overheid aan de ene kant en de financiële en maatschappelijke draagkracht van onze samenleving aan de andere kant. In elk geval mag het debat over migratie niet evolueren zoals het klassieke «gastarbeiders»-vraagstuk de jongste twintig jaar geëvolueerd is. In een democratie moet polarisatie in dit debat vermeden worden, zoniet kunnen de nodige integratiebevorderende maatregelen niet meer genomen worden.

Algemene kenmerken van dit voorstel

Dit wetsvoorstel is slechts een bijdrage in dit ruimer debat. De maatregelen die voorgesteld worden, zijn dringend. Momenteel leven vele vreemdelingen in onzekerheid over de uitkomst van hun asielaanvraag, terwijl zij en hun kinderen, tijdens hun jarenlang legaal verblijf hier, volledig in de plaatselijke gemeenschap zijn opgegaan. Daarnaast zijn er ook nog duizenden vreemdelingen die al jaren in de illegaliteit verblijven. Hun levensomstandigheden en perspectieven zijn zeer vaak mensonwaardig. De politiek en de overheid hebben tot op heden geen realiseerbaar antwoord geformuleerd over wat met deze mensen moet gebeuren. De bestaande wetgeving plots consequent gaan uitvoeren en deze mensen gaan opzoeken en massaal het land uitzetten zou een heksenjacht buiten proportie ontketen, waarvoor de bevolking geen begrip zou kunnen opbrengen. Anderzijds komt een voortzetting van het huidige gedoogbeleid neer op het officialiseren van een onwettige toestand, waarin lukraak, zonder objectieve criteria, een beperkt aantal vreemdelingen worden uitgewezen en voor het overige de mensonwaardige levensomstandigheden van alle anderen stilzwijgend worden geduld.

Dit voorstel houdt evenzeer rekening met de ethische bekommernis, als met een welbegrepen eigenbelang van de samenleving. Er wordt al te vaak verwezen naar de kostprijs van het asielbeleid, die miljarden bedraagt. Zelden wordt aan de bevolking duidelijk gemaakt wat de reële kostprijs van de illegaliteit is: minder belastingopbrengsten, minder sociale bijdragen van vaak uitgebuite zwartwerkers. Il-

culent, par la force des choses, dans la criminalité. Le maintien d'un environnement criminogène nuit également à la société.

La présente proposition est équilibrée, parce qu'elle tient compte de la capacité financière de la société et prend en compte la volonté d'intégration des étrangers et les attentes de la population en matière d'intégration, de langue et de coutumes. Elle offre à un certain nombre d'étrangers l'occasion de s'intégrer dans notre société par l'apprentissage d'aptitudes sociales et linguistiques, mais répond également au souhait explicite de la population, pour laquelle il ne s'agit pas en l'occurrence d'une offre sans engagement, mais d'un devoir.

La présente proposition doit, pour les mêmes raisons, être mise en corrélation avec les initiatives que les communautés doivent prendre pour familiariser l'étranger, dès son arrivée, avec la langue et les usages de la communauté où il s'établit. La proposition de décret déposée au Parlement flamand par MM. Herman Lauwers et Johan Sauwens (Doc. Parl. flam., 1997-98, n° 1078/1) peut servir d'exemple concret en l'occurrence. Cette proposition de décret prévoit la conclusion d'un accord de coopération entre la Communauté flamande et les communes (avec la COCON à Bruxelles) en ce qui concerne l'organisation de parcours d'intégration appropriés pour les nouveaux venus.

Il s'agit par ailleurs d'une proposition équilibrée, dès lors qu'elle tient compte des équilibres existants dans la société, notamment de l'équilibre entre francophones et Flamands à Bruxelles. A Bruxelles, chaque communauté doit assumer ses responsabilités dans une proportion raisonnable (2/3 F, 1/3 N) pour organiser des parcours d'intégration.

Quatre mesures

1. Extension de l'octroi automatique d'une autorisation de séjour (article 3)

Il n'est que trop fréquent que des étrangers qui demandent l'asile doivent attendre très longtemps avant qu'une décision définitive soit prise. Cette période d'incertitude est, d'un point de vue psychologique et social, insupportable pour le demandeur et sa famille. D'autre part, l'entourage de l'étranger ne comprend souvent pas que ce dernier puisse encore être privé du droit de demeurer là où il a vécu si longtemps.

Le demandeur d'asile qui est de bonne foi et qui séjourne régulièrement depuis plus de trois ans dans le pays parce qu'il n'a pas encore été statué sur sa demande ou que son ordre de quitter le territoire a chaque fois été prolongé doit obtenir automatiquement une autorisation de séjour définitive.

legalen komen regelmatig noodgedwongen terecht in de criminaliteit. Het instandhouden van een criminogene omgeving baat de samenleving evenmin.

Dit voorstel is evenwichtig omdat het rekening houdt met de draagkracht van de samenleving en inspeelt op de integratiewil van de vreemdelingen en de verwachting van de bevolking inzake integratie, taal en gewoonten. Het biedt aan een aantal vreemdelingen de kans om zich via het aanleren van sociale vaardigheden en taal te integreren in onze samenleving. Maar het beantwoordt ook aan de expliciete vraag van de bevolking dat dit geen vrijblijvend aanbod is, maar een plicht.

Dit voorstel kan om dezelfde reden niet los gezien worden van de initiatieven die de gemeenschappen moeten nemen om de vreemdeling van bij zijn aankomst vertrouwd te maken met de taal en gewoonten van de gemeenschap waar hij zich vestigt. Het voorstel van decreet, ingediend in het Vlaams Parlement door de Vlaamse volksvertegenwoordigers Herman Lauwers en Johan Sauwens (Parl. St., 1997-98, nr.1078/1) kan hier als concreet voorbeeld dienen. Dit voorstel van decreet voorziet in een samenwerkingsakkoord tussen de Vlaamse Gemeenschap en de gemeenten (in Brussel met de VGC) met betrekking tot het organiseren van aangepaste inburgeringstrajecten voor nieuwkomers.

Het is eveneens een evenwichtig voorstel, omdat het rekening houdt met de bestaande evenwichten in de samenleving, o.a. het evenwicht tussen Vlamingen en Franstaligen in Brussel. In Brussel moet elke gemeenschap in een redelijke verhouding (1/3N, 2/3F) haar verantwoordelijkheid nemen om inburgeringstrajecten te organiseren.

Vier maatregelen

1. Uitbreiding van de automatische toekenning van een verblijfsvergunning (art. 3)

Het komt al te vaak voor dat vreemdelingen die asiel aanvragen uitzonderlijk lang moeten wachten op een definitieve uitspraak. Deze termijn van onzekerheid is psychologisch en sociaal ondraaglijk voor de aanvrager en zijn familie. Anderzijds begrijpt de omgeving van de vreemdeling vaak niet dat iemand die zolang tussen hen heeft gewoond, nog het recht kan ontzegd worden om daar te wonen.

De asielaanvrager, die te goeder trouw is en die meer dan drie jaar rechtmatig in het land verbleef omdat zijn aanvraag nog niet afgehandeld was of omdat zijn bevel om het grondgebied te verlaten telkens werd verlengd, moet automatisch een definitieve verblijfsvergunning krijgen.

Au cours d'une période transitoire de deux ans, la période de séjour requise doit d'abord être de cinq ans, puis de quatre ans. Cette période transitoire a été prévue pour permettre aux pouvoirs publics de traiter les demandes plus rapidement, dans un délai acceptable. Cette période de séjour requise pour une régularisation automatique devra faire l'objet d'une évaluation régulière et, au besoin, encore être raccourcie. L'étranger qui demande l'asile et qui est de bonne foi doit en tout cas être fixé, dans un délai acceptable, sur son séjour, soit parce que les autorités veillent à ce que l'examen de son dossier soit terminé dans un délai raisonnable, soit parce qu'elles lui octroient automatiquement une autorisation de séjour.

Dans le cadre de la lutte contre la traite des êtres humains, la présente proposition de loi vise à régulariser aussi automatiquement la situation des victimes de ce trafic qui ont prêté leur concours à l'identification des réseaux.

2. Objectivation des décisions relatives aux demandes individuelles d'autorisation de séjour (art. 2)

Il est actuellement possible qu'un séjour soit régularisé, mais les critères dont dépendent la recevabilité et l'acceptation d'une demande sont obscurs pour l'étranger.

Il faut faciliter l'introduction d'une telle demande, afin de dissuader autant que possible les étrangers de séjourner dans l'illégalité. Pour ce faire, la loi doit garantir formellement que la demande sera examinée dans le respect de l'équité:

- la demande doit être soumise à la commission consultative des étrangers;

- les décisions doivent être prises de manière uniforme dans l'ensemble du pays. Le ministre doit, après avoir recueilli l'avis de la commission, déterminer les cas dans lesquels un étranger ne peut pas donner suite à l'ordre de quitter le territoire ainsi que les cas exceptionnels dans lesquels l'équité commande d'accorder une autorisation de séjour définitive à l'étranger et à sa famille.

Il peut s'agir, dans le premier cas, de raisons administratives ou de circonstances qui prévalent dans le pays ou la région d'origine et qui font que le retour de l'étranger serait impossible et/ou inhumain. Il peut s'agir, dans le second cas, de causes médicales, de circonstances familiales ou de motifs humanitaires. On peut se baser sur la circulaire ministérielle du 14 décembre 1998 relative à l'application de l'article 9, alinéa 3, de la loi sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers afin de déterminer les cas à prendre en considération. Il est important que, lorsqu'il introduit sa demande, le demandeur ait connaissance de ces cas;

In een overgangperiode van twee jaar, bedraagt de vereiste periode van verblijf, eerst vijf en daarna vier jaar. De bedoeling van deze overgangperiode is om de overheid de mogelijkheid te bieden, de aanvragen sneller, binnen een aanvaardbare termijn te behandelen. Deze periode van verblijf voor automatische regularisatie zal regelmatig moeten worden geëvalueerd en desgevallend nog moeten worden ingekort. De vreemdeling die asiel aanvraagt en te goeder trouw is, moet in ieder geval binnen een aanvaardbare termijn zekerheid krijgen over zijn verblijf, ofwel door een afhandeling van zijn dossier binnen de redelijke termijn, ofwel door het automatisch verlenen van een verblijfsvergunning.

In het kader van de strijd tegen de mensenhandel, beoogt dit wetsvoorstel ook de slachtoffers van deze handel, die een bijdrage hebben geleverd aan het opsporen van de netwerken, automatisch te regulariseren.

2. Objectivering van beslissingen over individuele aanvragen tot verblijf (art. 2)

Thans bestaat de mogelijkheid dat een verblijf geregulariseerd wordt. Het is voor de vreemdeling echter niet duidelijk welke criteria bepalen of een aanvraag ontvankelijk is en ingewilligd wordt.

De drempel voor een dergelijke aanvraag moet verlaagd worden, om het illegaal verblijf zoveel mogelijk te ontmoedigen. Daarom moet de wet in formele garanties voorzien, opdat het onderzoek van de aanvraag rechtvaardig verloopt:

- de aanvraag moet voorgelegd worden aan de commissie van advies voor vreemdelingen;

- de beslissingen moeten in heel het land eenvormig genomen worden. De minister moet, na advies van de commissie, bepalen in welke gevallen een vreemdeling geen gevolg kan geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten en in welke buitengewone gevallen het rechtvaardig is dat de vreemdeling en zijn gezin een definitieve verblijfsvergunning krijgen.

In het eerste geval denken wij aan administratieve redenen of omstandigheden in het land of de regio van herkomst, die een terugkeer van de vreemdeling onmogelijk en/of onmenselijk maken. In het tweede geval denken we aan medische oorzaken, de gezinsituatie, humanitaire redenen. De ministeriële omzendbrief van 14 december 1998 over de toepassing van artikel 9, derde lid, van de vreemdelingenwet kan hiervoor als uitgangspunt dienen. Het is belangrijk dat de aanvrager, bij zijn aanvraag, kennis heeft van de gevallen die in aanmerking komen;

- toute demande doit être traitée dans un délai raisonnable. La présente proposition de loi postule un délai raisonnable de trois mois;

- toute demande doit être traitée objectivement: elle doit être soumise à la commission consultative des étrangers, qui l'examine à la lumière des critères fixés. Le demandeur doit avoir la possibilité d'être entendu.

3. Régularisation unique et suivi d'étrangers en séjour illégal dans notre pays (art. 4)

En dépit de ces mesures, notre société est toujours confrontée aux problèmes hérités du passé, à savoir les nombreux étrangers en séjour illégal dans notre pays depuis plusieurs années. Pour les raisons qui ont déjà été précisées ci-avant, les développements, nous proposons une mesure transitoire unique, individualisée et conditionnelle.

Le but est de sortir le plus de personnes possible de l'illégalité, d'une manière qui contribue à leur intégration et qui soit supportable et acceptable pour la société. L'étranger en séjour illégal ou le réfugié politique débouté qui est de bonne foi et qui séjourne dans le pays depuis cinq ans au moins, peut obtenir, sur simple demande, une autorisation de séjour pour un an. L'étranger qui séjourne dans notre pays avec sa famille peut l'obtenir après quatre ans. Si, au terme de cette année, il veut obtenir une autorisation définitive, il doit s'inscrire comme demandeur d'emploi et suivre un cours de langue et un cours d'aptitudes sociales ou de «connaissances sociales» (connaissance des usages et des lois, ...) organisés par les communautés. En ce qui concerne la Communauté flamande, il y a lieu de renvoyer, à titre d'exemple, à la proposition de décret précitée, qui prévoit des cours de néerlandais comme seconde langue, des cours d'orientation sociale et des cours d'orientation professionnelle.

Pour l'étranger, il s'agit d'une offre et d'une demande explicite, selon que la condition est considérée comme une chance que la communauté lui offre ou comme une attente de la communauté à son égard.

Les équilibres linguistiques revêtent une importance particulière en Belgique. C'est la raison pour laquelle la présente proposition accorde une grande importance à l'apprentissage de la langue. Les auteurs veulent aussi éviter que cette mesure unique ne perturbe encore davantage les équilibres linguistiques à Bruxelles. Les deux communautés doivent prendre leur responsabilité en ce qui concerne l'apprentissage de la langue et l'accueil des étrangers. Dans le cadre de cette mesure unique, chaque communauté doit organiser un tiers au moins des cours et l'accueil effectif dans la région de Bruxelles-Capitale.

- elke aanvraag moet binnen een redelijke termijn behandeld worden. Dit voorstel gaat uit van een redelijke termijn van drie maanden;

- elke aanvraag moet objectief behandeld worden: ze moet voorgelegd worden aan de commissie van advies, die ze toetst aan de vastgestelde criteria. De aanvrager moet de mogelijkheid krijgen om gehoord te worden.

3. Eenmalige, begeleide regularisatie van illegaal in het land verblijvende vreemdelingen (art. 4)

Onze samenleving blijft ondanks deze maatregelen met een erfenis uit het verleden opgezadeld, namelijk de talloze illegalen die hier reeds jaren verblijven. Om redenen die hierboven in de inleiding reeds aangehaald werden, stellen wij een eenmalige, geïndividualiseerde en voorwaardelijke overgangsmaatregel voor.

De bedoeling is zoveel mogelijk personen uit de illegaliteit te halen, op een wijze die voor hen hun integratie bevordert en die voor de samenleving draaglijk en aanvaardbaar is. De illegale vreemdeling of de afgewezen politieke vluchteling die te goeder trouw is en minstens vijf jaar in het land verblijft, kan op eenvoudige aanvraag een verblijfsvergunning van één jaar verkrijgen. Voor de vreemdeling die hier met zijn familie verblijft kan dit reeds na vier jaar. Wil hij op het einde van dat jaar een definitieve verblijfsvergunning verkrijgen, dan moet hij zich inschrijven als werkzoekende en een cursus taal en «sociale vaardigheden» of «maatschappelijke kennis» (kennis van gewoonten en wetten, ...) volgen die de gemeenschappen organiseren. Voor de Vlaamse Gemeenschap kan als voorbeeld verwezen worden naar het eerder vermelde voorstel van decreet, dat voorziet in lessen Nederlands als tweede taal, lessen maatschappij-orientatie en lessen beroepsoriëntatie.

Ten overstaan van de vreemdeling gaat het om een aanbod en een expliciete vraag, naargelang de voorwaarde beschouwd wordt als een kans die de gemeenschap biedt aan de vreemdeling, dan wel als een verwachting van de gemeenschap t.o.v. de vreemdeling.

Taalverhoudingen zijn in België uiterst belangrijk. Daarom hecht dit voorstel veel belang aan de verwerving van de taal door de vreemdeling. Dit wetsvoorstel wil ook vermijden dat deze eenmalige maatregel de taalevenwichten in Brussel voort verstoort. Beide gemeenschappen dienen hun verantwoordelijkheid te nemen inzake de taalverwerving en opvang van de vreemdelingen. In het kader van deze eenmalige maatregel moet elke gemeenschap instaan voor minstens één derde van het aanbod aan lessen en effectieve opvang in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

4. Instauration d'un statut temporaire de personne déplacée (art. 5)

Le seul statut qui existe aujourd'hui est celui de réfugié politique. Celui qui souhaite se prévaloir du statut de réfugié politique doit prouver lui-même qu'il est (ou pourrait être) personnellement victime de persécutions pour des raisons politiques. Celui qui y parvient reçoit une autorisation de séjour définitive. Il en résulte que beaucoup de personnes, bien qu'elles soient réellement victimes de certaines formes de violences politiques, ne parviennent pas à prouver qu'elles sont des réfugiés politiques. Qui plus est, ce système donne régulièrement lieu à des engorgements au niveau des services appelés à statuer sur les demandes d'asile.

C'est pour remédier à ce problème spécifique que la présente proposition de loi vise à instaurer un nouveau statut temporaire pour les personnes déplacées.

Tout comme le statut de réfugié politique, le statut de personne déplacée devrait être consacré par un traité international, de préférence au niveau des Nations unies, éventuellement et en tout cas dans un premier temps, au niveau de l'Union européenne.

Le statut de personne déplacée se caractérise par le fait que l'on examine tout d'abord si une communauté déterminée a droit à la protection, de sorte qu'il ne reste plus ensuite qu'à examiner si telle ou telle personne fait partie de cette communauté.

Le statut de personne déplacée doit protéger:

- les personnes qui vivent dans une région en proie à la guerre ou à proximité immédiate de celle-ci (par exemple, les Serbes et les Croates en Slavonie orientale il y a quelques années);
- les personnes qui vivent dans un État ou une région en proie à la guerre civile (Sarajevo, etc.);
- les membres de minorités qui vivent dans une région où la minorité est opprimée (les Kurdes dans la partie kurde de la Turquie);
- les personnes qui font partie d'une communauté qui est ou risque d'être victime d'un génocide (les Juifs en Allemagne avant et pendant la deuxième guerre mondiale, les Tutsis au Rwanda avant 1993) et qui vivent dans toute région où ce génocide pourrait être perpétré.

La décision d'accorder un statut de personne déplacée est une compétence internationale. En d'autres termes, il faut désigner une autorité qui décide s'il y a lieu d'accorder le statut de population déplacée à une communauté déterminée. Cette autorité peut être:

4. Instelling van een tijdelijk statuut van ontheemde (art. 5)

Thans bestaat enkel het statuut van politiek vluchteling. Iemand die zich op het statuut van politiek vluchteling wenst te beroepen, moet zelf bewijzen dat hij individueel het (potentieel) slachtoffer is van vervolging om politieke redenen. Wie slaagt, heeft een definitieve verblijfsvergunning. Het resultaat is dat heel wat mensen, hoewel ze wel degelijk het slachtoffer zijn van vormen van politiek geïnspireerd geweld, er niet in slagen te bewijzen dat ze politiek vluchteling zijn. Daarnaast leidt dit systeem tot periodieke overbelasting van de diensten die over asiel moeten oordelen.

Om deze specifieke problematiek te verhelpen, voert dit wetsvoorstel een nieuw tijdelijk statuut voor ontheemden in.

Net als voor het statuut van politiek vluchteling, zou de regeling voor ontheemden moeten worden neerschreven in een internationaal verdrag, bij voorkeur op VN-niveau, eventueel en alleszins als eerste stap, op het niveau van de Europese Unie.

Het ontheemdenstatuut heeft als kenmerk dat eerst de vraag wordt gesteld of een bepaalde groep mensen recht heeft op bescherming. Daarna moet enkel nog de vraag beantwoord worden of een persoon behoort tot deze groep.

Het ontheemdenstatuut dient bescherming te bieden aan:

- mensen die wonen in een oorlogszone of in de onmiddellijke nabijheid ervan (bvb. de Serven en Kroaten in Oost-Slavonië enkele jaren geleden);
- mensen die wonen in een staat of een regio waar een burgeroorlog woedt (Sarajevo,...);
- leden van minderheden die wonen in een zone waar de minderheid verdrukt wordt (de Koerden in het Koerdische gedeelte van Turkije);
- mensen die behoren tot een volk dat het slachtoffer is of dreigt te worden van genocide (de Joden in Duitsland voor en tijdens WOII, de Tutsi's in Rwanda voor 1993) en die wonen in eender welk gebied waar die genocide zou kunnen worden uitgevoerd.

De beslissing tot het toekennen van een ontheemdenstatuut is een internationale bevoegdheid. Er moet m.a.w. een autoriteit worden aangesteld die oordeelt of er aanleiding is het ontheemdenstatuut in te stellen voor een bepaalde groep. Deze autoriteit kan zijn:

- ou bien un nouvel organe à créer dans le cadre de la convention;

- ou bien le Haut commissariat des Nations unies aux réfugiés;

- ou bien le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale des Nations unies;

- ou bien, dans le cadre d'une convention européenne, la Commission, le Conseil et/ou le Parlement;

- ou bien le Conseil de ministres de pays parties à la convention et qui statue à la majorité simple ou spéciale.

La compétence de décider si une personne relève du statut de personne déplacée (en d'autres termes, la question de savoir si une personne fait partie de la communauté à protéger), doit rester nationale.

Lors de la création d'un statut de personne déplacée, il faudra décider quelle sera la part de responsabilité qu'assumera chaque État (à la différence du statut de réfugié, dans le cadre duquel c'est le réfugié lui-même qui choisit le pays dans lequel il introduit sa demande d'asile). Ces accords devront être conclus au plus tard au moment de l'instauration du statut de personne déplacée, mais pourront être modifiés.

Les principes suivants devront être respectés:

- principe de répartition: on ne peut pas faire supporter la charge de l'accueil par un seul pays vers lequel les personnes déplacées affluent de manière fortuite;

- principe de proximité: en principe, l'accueil doit s'effectuer dans des pays dont le mode de vie est le plus proche possible de celui des personnes déplacées (c'est-à-dire que, dans le cas d'une guerre en Afrique centrale, il n'est guère raisonnable de transférer un million de personnes déplacées en Europe occidentale, comme il est tout aussi absurde, dans le cadre d'un conflit au Kosovo, de transférer des Kosovars en Amérique latine, parce que la vie y est moins chère...);

- principe de la capacité financière: l'obligation d'accueillir des personnes déplacées doit tenir compte des possibilités économiques de la collectivité où sont transférées les personnes déplacées (cf. le problème des réfugiés rwandais dans l'est du Congo, par exemple);

- principe du partage équitable des coûts: les charges financières afférentes à l'accueil des personnes déplacées doivent être réparties entre les États parties à la convention, en fonction de leur PIB.

- ofwel een nieuw op te richten orgaan in het kader van het verdrag;

- ofwel de VN-Hoge Commissaris voor de vluchtelingen;

- ofwel de Veiligheidsraad en/of Algemene Vergadering van de VN;

- ofwel, in het kader van een Europees Verdrag, de Commissie, de Raad en/of het Parlement;

- ofwel de Raad van ministers van de landen die partij zijn van het verdrag en bij gewone of buitengewone meerderheid een beslissing neemt.

De bevoegdheid te beoordelen of iemand onder het ontheemdenstatuut valt (m.a.w. de vraag of een persoon tot de te beschermen groep behoort), moet nationaal blijven.

Bij het instellen van het ontheemdenstatuut moeten afspraken worden gemaakt over welk deel van de verantwoordelijkheid elk land zal nemen (d.i. een verschil met het vluchtelingenstatuut, in welk geval het de vluchteling zelf is die bepaalt in welk land hij asiel vraagt). Deze afspraken moeten gemaakt worden uiterlijk bij het instellen van het statuut van ontheemden, maar zijn voor wijziging vatbaar.

Daarbij staan volgende principes voorop:

- spreidingsbeginsel: de last van de opvang mag niet worden doorgeschoven naar één land waar toevallig veel ontheemden naartoe trekken;

- nabijheidbeginsel: in principe moet de opvang bij voorkeur gebeuren in landen die een zo vergelijkbaar mogelijke samenleving hebben (d.w.z.: bij een Centraal-Afrikaanse oorlog heeft het weinig zin een miljoen ontheemden over te vliegen naar West-Europa, maar bij een conflict in Kosovo heeft het even weinig zin de Kosovaren naar Latijns-Amerika over te brengen omdat het leven daar goedkoper is ...);

- draagkrachtbeginsel: de verplichting tot het opnemen van ontheemden moet in verhouding blijven met de economische draagkracht van de samenleving waar de ontheemden worden overgebracht (cf. probleem van Rwandese vluchtelingen in bvb. Oost-Kongo);

- principe van rechtvaardige kostendeling: de financiële lasten van de ontheemdenopvang moeten verdeeld worden tussen de lidstaten bij het verdrag, op basis van hun BBP.

Afin d'éviter que l'absence d'accord sur la répartition des charges financières afférentes à l'accueil des personnes déplacées ne retarde l'instauration du statut de personne déplacée, il faut inscrire dans la convention des dispositions prévoyant qu'en l'absence d'accord, le statut entre automatiquement en vigueur.

Le statut de personne déplacée est un statut temporaire, dont l'intéressé bénéficie jusqu'à ce que l'on trouve à son cas une solution humaine qui lui permette également d'assurer son retour sur le plan économique. Le critère qui est utilisé en la matière est le niveau de vie dans le pays qu'il a fui, et non celui du pays d'accueil. Ce statut ne confère pas de droit de séjour dans le pays d'accueil après qu'il a été retiré. Chaque État peut cependant délivrer une autorisation permanente de séjour en fonction des critères qu'il fixe lui-même.

C'est ainsi qu'en Belgique, la personne déplacée peut, lorsque la crise est terminée et que le statut précité lui est retiré, toujours introduire une demande individuelle, par exemple pour des raisons médicales ou humanitaires.

Lorsqu'elle pénètre dans le pays, la personne déplacée peut demander les statuts de personne déplacée et de réfugié (en vertu de la Convention de Genève). Elle suit, pour ce faire, la procédure normale.

La présente proposition de loi vise, en attendant que soit élaboré un instrument international, à instaurer un régime légal analogue au niveau fédéral. En d'autres termes:

- le gouvernement fédéral (par arrêté royal, sur la base des critères légaux) ou le parlement (en adoptant un projet ou une proposition de loi) pourront déterminer les groupes auxquels ce statut est applicable;

- ils fixeront également le début et la fin de ce statut;

- la loi prévoira que la répartition des réfugiés s'effectuera en fonction des chiffres de la population, un nombre fixe de réfugiés étant attribué aux deux communautés dans la Région de Bruxelles-capitale;

- la charge financière sera supportée par la communauté à laquelle ils auront été attribués;

- les communautés devront jouer un rôle plus important dans la politique d'accueil des réfugiés (également à Bruxelles);

- des paramètres seront fixés au préalable pour l'octroi d'une «indemnité de retour». L'étranger pourra, après un séjour de longue durée, introduire une demande de régularisation conformément à la légis-

Het niet tijdig instellen van het ontheemdenstatuut, omdat er discussie is over wie de lasten moet dragen, moet tegengegaan worden door bepalingen in het verdrag, die ervoor zorgen dat in geval er geen akkoord is, het statuut automatisch van kracht wordt.

Het ontheemdenstatuut is een tijdelijk statuut, dat duurt tot voor de betrokkene een humane oplossing bestaat die het hem ook economisch mogelijk maakt terug te keren. Het criterium daarvoor is de levensstandaard in het land waaruit hij gevlucht is, niet de levensstandaard van het opvangland. Het statuut geeft geen recht op verblijf in het land van opvang nadat het is opgeheven. Wel kan elke staat afzonderlijk een permanente verblijfsvergunning verlenen volgens de criteria die hij zelf bepaalt.

In België kan de ontheemde bijvoorbeeld, wanneer de crisissituatie voorbij is en het statuut opgeheven is, steeds een individuele aanvraag doen bvb. omwille van medische of humanitaire redenen.

De ontheemde kan, bij het binnenkomen van het land, gelijktijdig het ontheemden- en vluchtelingenstatuut (op basis van het Verdrag van Genève) aanvragen. Hij volgt hiervoor de normale procedure.

In afwachting van een internationaal instrument, beoogt dit wetsvoorstel een gelijkaardige wettelijke regeling op federaal niveau. D.w.z.:

- de federale regering (met een koninklijk besluit, op basis van de wettelijke criteria) of het parlement (door het goedkeuren van een wetsontwerp of -voorstel) kan beslissen op welke groepen het statuut van toepassing is;

- zij beslissen ook over de aanvang en het einde van het statuut;

- de wet voorziet in een spreidingsbeleid op basis van bevolkingscijfers, met in Brussel een toewijzing van een vast aantal aan beide gemeenschappen;

- de financiële last ligt bij de gemeenschap waar ze toegewezen zijn;

- de gemeenschappen moeten een voornamere rol spelen in het onthaalbeleid van vluchtelingen (ook in Brussel);

- er worden vooraf parameters vastgesteld voor een «terugkeervergoeding». De vreemdeling kan na lang verblijf een aanvraag tot regularisatie indienen conform de bestaande wetgeving (uitzonderlijke omstan-

lation existante (circonstances exceptionnelles). La demande du statut de personne déplacée pourra s'accompagner d'une demande d'asile conformément aux dispositions de la Convention de Genève.

La présente proposition de loi vise dès lors à instaurer un nouveau statut d'étranger, en plus des statuts qui existent déjà, à savoir (1) celui d'étranger ressortissant d'un État membre de l'union européenne, membre de sa famille et étranger membre de la famille d'un Belge, (2) celui de réfugié et (3) celui d'étudiant. Le nouveau statut de personne déplacée est, par définition, un statut temporaire et non individuel.

L'article 61/2 proposé précise qui est considéré comme personne déplacée. Pour que l'intéressé puisse prétendre au statut, deux conditions doivent être réunies: il doit faire partie d'une communauté menacée et un accord international, une loi ou un arrêté royal doit accorder aux membres de cette communauté le statut de personne déplacée. S'il entend instaurer ce statut par le biais d'un arrêté royal, le gouvernement doit s'en tenir strictement aux conditions énumérées au § 2, 1° à 3°, de cet article. Une loi peut, le cas échéant, donner une interprétation plus extensive des circonstances exceptionnelles prévues au § 2, 4°.

L'article 61/3 proposé précise à quelles conditions (nombre, répartition des frais, répartition géographique, aide au retour, etc.) et pour quelle période cette décision s'applique. Cette période peut être prolongée.

L'article 61/4 proposé précise l'endroit où l'étranger peut obtenir cette autorisation, la procédure à suivre et le délai dans lequel une décision doit être prise. La demande peut être introduite à l'étranger. Cet article souligne aussi explicitement que la demande ou l'obtention du statut de personne déplacée n'empêche pas l'introduction d'une demande d'asile individuelle.

L'article 61/5 permet à la personne déplacée dont le statut n'est pas prolongé d'introduire une demande conformément à l'article 9 de la loi, à savoir lors de circonstances exceptionnelles ou lorsqu'elle ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire.

Le statut de personne déplacée est un complément fondamental à la législation relative au séjour des étrangers. Il en est question depuis longtemps déjà. Il est établi que séjournent aujourd'hui en Belgique (de manière illégale) des personnes auxquelles le statut de personne déplacée se serait appliqué s'il avait existé au moment où elles ont fui leur pays. Il serait

digheden). De aanvraag van een ontheemdenstatuut kan gepaard gaan met een asielaanvraag volgens de bepalingen van de conventie van Geneve.

Dit wetsvoorstel voert bijgevolg een nieuw vreemdelingenstatuut in, naast de al bestaande statuten, te weten, (1) dat van vreemdeling, onderdaan van een lidstaat van de Europese Unie, zijn familieleden en vreemdeling, familielid van een Belg, (2) dat van vluchteling en (3) dat van student. Het nieuwe statuut van ontheemde is per definitie een tijdelijk en niet-individueel statuut.

Het voorgestelde artikel 61/2 bepaalt wie ontheemde is. Om voor het statuut in aanmerking te komen, moet de betrokkene tegelijkertijd aan twee voorwaarden voldoen: hij moet behoren tot een bevolkingsgroep die bedreigd wordt en een internationale afspraak, een wet of een koninklijk besluit moet aan de mensen van deze groep het statuut van ontheemde toekennen. Indien de regering dit statuut door middel van een koninklijk besluit wil invoeren, moet zij zich strikt houden aan de in §2, 1° tot 3° van dit artikel opgesomde voorwaarden. Een wet kan desgevallend de uitzonderlijke omstandigheden, conform §2, 4°, ruimer interpreteren.

Artikel 61/3 bepaalt onder welke voorwaarden (aantal, verdeling van de kosten, spreiding over het grondgebied, ondersteuning bij terugkeer, ...) en voor welke periode deze beslissing geldt. Deze periode is verlengbaar.

Artikel 61/4 bepaalt waar de vreemdeling deze machtiging kan verkrijgen, welke procedure moet gevolgd worden en binnen welke termijn een beslissing moet genomen worden. De aanvraag kan in het buitenland geschieden. Dit artikel bepaalt ook uitdrukkelijk dat de aanvraag of verkrijging van het ontheemdenstatuut, een individuele asielaanvraag niet belet.

Krachtens artikel 62/5 kan de ontheemde, wiens statuut niet verlengd wordt, een aanvraag indienen overeenkomstig artikel 9 van de wet, namelijk in buitengewone omstandigheden of omdat hij geen gevolg kan geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten.

Dit ontheemdenstatuut is een fundamentele aanvulling van de wetgeving inzake het verblijf van vreemdelingen. Er wordt reeds lang over dit statuut gesproken. Het staat vast dat personen nu (illegaal) in ons land verblijven, waarop het ontheemdenstatuut van toepassing zou geweest zijn, indien het bestaan had op het ogenblik van hun vlucht. Daarom zou het

dès lors bon que le gouvernement ou le parlement examine également la situation de ces personnes et envisage de procéder à une régularisation collective.

een goede zaak zijn dat de regering of het parlement ook de situatie van deze mensen zou onderzoeken en een groepswijze regularisatie zou overwegen.

K. VAN HOOREBEKE
F. BORGINON
A. VAN DE CASTEELE

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

À l'article 9 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, sont apportées les modifications suivantes:

A) Dans l'alinéa 3, les mots «ou lorsque l'étranger ne peut donner suite à l'ordre de quitter le territoire» sont insérés entre les mots «Lors de circonstances exceptionnelles» et les mots «, cette autorisation».

B) L'article est complété par un alinéa 4, libellé comme suit:

«Après avoir recueilli l'avis de la commission consultative des étrangers, le ministre fixe les critères en vue de l'application uniforme de l'alinéa précédent.».

C) Cet article, dont le texte actuel formera le § 1^{er}, est complété par un § 2, libellé comme suit:

«§ 2. Le ministre ou son délégué statuent après avoir pris connaissance de l'avis de la commission consultative des étrangers. Seul le ministre peut déroger à l'avis de cette commission.

Si le demandeur séjourne en Belgique et que son adresse est connue d'une administration publique, il doit être entendu ou, en tout cas, convoqué. Il peut comparaître en personne, avec une personne de son choix ou se faire représenter par une personne de son choix.

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

In artikel 9 van de wet van 15 december 1980, betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

A) In het derde lid, worden de woorden «of wanneer de vreemdeling geen gevolg kan geven aan het bevel om het grondgebied te verlaten» ingevoegd tussen de woorden «In buitengewone omstandigheden» en de woorden «kan die».

B) Het artikel wordt aangevuld met een vierde lid, luidende:

«Na advies van de Commissie van advies voor vreemdelingen, stelt de minister criteria vast met het oog op de eenvormige toepassing van het vorige lid.»

C) Dit artikel, waarvan de huidige tekst §1 zal vormen, wordt aangevuld met een §2, luidende:

«§ 2. De minister of zijn gemachtigde neemt een beslissing na kennis genomen te hebben van het advies van de Commissie van advies voor vreemdelingen. Alleen de minister kan beslissingen nemen die afwijken van het advies van deze commissie.

Indien de aanvrager in België verblijft en zijn adres gekend is door een overheidsadministratie, moet hij worden gehoord of op z'n minst opgeroepen. Hij kan zelf verschijnen, samen met een persoon van zijn keuze of zich laten vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze.

La décision du ministre ou de son délégué doit être prise dans les trois mois de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour, faute de quoi la demande est réputée acceptée.».

Art. 3

L'article 10, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par un 5° et un 6°, libellés comme suit:

«5° l'étranger visé à l'article 50 ou 51, qui agit de bonne foi et qui séjourne sur le territoire depuis trois ans, dans le cadre d'une procédure réglementaire intentée sur la base de la présente loi.

Au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, cette période est de cinq ans. Au cours de la seconde année suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, cette période est de quatre ans.

6° l'étranger qui est victime de traite de la traite des êtres humains et qui a fait des déclarations ou déposé une plainte qui ont abouti à une citation à comparaître devant un tribunal et qui sont déterminantes pour la procédure.

Par traite des êtres humains, il y a lieu d'entendre les infractions prévues à l'article 77bis de la présente loi et aux articles 379 et 380bis, § 1^{er}, 1°, §§ 2 et 3, du Code pénal.»

Art. 4

Un article 13bis, libellé comme suit, est inséré dans la même loi:

«Art. 13bis. — § 1^{er}. L'étranger qui demande, au plus tard six mois après l'entrée en vigueur de la présente loi, une autorisation de séjour au bourgmestre de la commune dans laquelle il réside, qui agit de bonne foi et qui démontre qu'au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, il a séjourné en Belgique, de manière ininterrompue, pendant une période de cinq ans ou plus, en ayant ou non une autorisation de séjour, ou pendant une période de quatre ans, s'il réside en Belgique avec sa famille, reçoit une autorisation spéciale de séjour pour une période d'un an.

L'étranger qui obtient cette autorisation spéciale de séjour doit se faire inscrire, pendant cette année:

1° dans un établissement institué ou agréé par la communauté concernée, où il apprend la langue ou une des langues de la région linguistique dans laquelle il réside et acquiert des connaissances sur la société qui l'accueille;

2° auprès d'un office régional de l'emploi.

De beslissing van de minister of van zijn gemachtigde moet worden genomen binnen drie maanden, te rekenen van het ogenblik waarop de aanvraag om tot verblijf te worden gemachtigd is ingediend, zoniet wordt de aanvraag geacht ingewilligd te zijn».

Art. 3.

Artikel 10, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met een 5° en 6°, luidende:

«5° de vreemdeling bedoeld in artikel 50 of 51, die te goeder trouw handelt en die reeds drie jaar in het kader van een rechtmatige procedure, ingesteld op grond van deze wet, op het grondgebied verblijft.

Gedurende het eerste jaar na de inwerkingtreding van deze bepaling bedraagt deze periode vijf jaar. Gedurende het tweede jaar na de inwerkingtreding van deze bepaling bedraagt deze periode vier jaar.

6° de vreemdeling die het slachtoffer is van mensenhandel en die verklaringen aflegde of klacht neerlegde die geleid hebben tot een dagvaarding voor een rechtbank en die van doorslaggevend belang zijn voor de procedure.

Met mensenhandel worden de misdrijven bedoeld, zoals omschreven in artikel 77bis van deze wet en in artikel 379 en 380bis, §1,1°, §§ 2 en 3 van het Strafwetboek.»

Art. 4

In dezelfde wet wordt een artikel 13bis ingevoegd, luidende:

«Art. 13bis. — §1. De vreemdeling die uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van deze wet, een machtiging tot verblijf aanvraagt bij de burgemeester van de gemeente waar hij verblijft, die te goeder trouw handelt en die aantoon dat hij op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze wet, gedurende een periode van vijf jaar of meer, onafgebroken, met of zonder machtiging tot verblijf, in België heeft verbleven, of gedurende een periode van vier jaar, indien hij samen met zijn familie in België verblijft, verkrijgt een bijzondere verblijfsvergunning voor één jaar.

De vreemdeling die deze bijzondere verblijfsvergunning verkrijgt, moet zich tijdens dat jaar inschrijven:

1° bij een door de betrokken gemeenschap opgerichte of erkende instelling waar hij de of een taal van het taalgebied waar hij verblijft en maatschappijkennis aanleert;

2° bij een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling;

Dans la région bilingue de Bruxelles-Capitale, le nombre d'inscriptions dans les établissements d'une communauté ne peut excéder deux tiers du nombre total d'inscriptions.

§ 2. Est admis de plein droit à séjourner plus de trois mois en Belgique, en application de l'article 10, alinéa 1^{er}, 1°, l'étranger qui satisfait simultanément aux conditions suivantes:

1° avoir obtenu une autorisation spéciale de séjour d'un an sur la base du § 1^{er};

2° disposer d'une attestation, délivrée par un établissement visé au § 1^{er}, 1°, qui certifie qu'il s'est fait inscrire dans le mois de l'obtention de son autorisation spéciale de séjour, qu'il a suivi régulièrement les cours et qu'il a développé ses connaissances;

3° disposer d'une attestation, délivrée par un office régional de l'emploi, qui certifie qu'il s'est fait inscrire dans le mois de l'obtention de son autorisation spéciale de séjour, qu'il a cherché activement du travail ou suivi une formation professionnelle ou qu'il a été déclaré inapte au travail par un médecin traitant.

En cas d'incapacité de travail, l'étranger peut éventuellement être invité à se faire examiner par un médecin-inspecteur de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

§ 3. Il est créé une Commission temporaire d'octroi, composée de membres effectifs et suppléants nommés par le Roi.

Cette commission est chargée d'enregistrer les demandes visées au § 1^{er}, de vérifier si l'étranger peut démontrer qu'il a séjourné en Belgique pendant le délai prévu au § 1^{er} et de délivrer les autorisations spéciales de séjour valables un an.».

Art. 5

Il est inséré dans le titre II de la même loi un chapitre IV, intitulé «De la qualité de personne déplacée», comprenant les articles 61/2 à 61/5 et libellé comme suit:

«Art. 61/2. — § 1^{er}. Est considéré comme personne déplacée, l'étranger qui fait partie d'une communauté menacée. Une communauté peut être reconnue comme telle par la loi, par le Roi sur la base des critères définis au § 2, 1° à 3°, ou par une décision d'une instance internationale liant la Belgique.

In het tweetalig gebied Brussel-Hoofdstad mag het aantal inschrijvingen in de instellingen van één gemeenschap, niet meer bedragen dan twee derde van het totale aantal inschrijvingen.

§2. Met toepassing van artikel 10, eerste lid, 1°, wordt van rechtswege toegelaten tot een verblijf van meer dan drie maanden in België, de vreemdeling die gelijktijdig:

1° een bijzondere verblijfsvergunning van één jaar heeft verkregen op grond van § 1;

2° een attest heeft verkregen van een instelling bedoeld in § 1,1°, dat stelt dat hij zich binnen de maand van het verkrijgen van zijn tijdelijke verblijfsvergunning ingeschreven heeft, dat hij de lessen regelmatig heeft bijgewoond en dat hij vorderingen in zijn kennis heeft gemaakt;

3° een attest heeft verkregen van een gewestelijke dienst voor arbeidsbemiddeling dat stelt dat hij zich binnen de maand van het verkrijgen van zijn tijdelijke verblijfsvergunning heeft ingeschreven, dat hij actief werk heeft gezocht of een professionele opleiding heeft gevolgd, of dat hij door een behandelend geneesheer als arbeidsongeschikt werd verklaard.

In geval van arbeidsongeschiktheid kan de vreemdeling desgevallend gevraagd worden zich te laten onderzoeken door een geneesheer-inspecteur van het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

§ 3. Er wordt een tijdelijke Commissie van toekenning opgericht, bestaande uit effectieve en plaatsvervangende leden, benoemd door de Koning.

Deze Commissie heeft als taak, de in § 1 bedoelde aanvragen te registreren, na te gaan of de vreemdeling de in § 1 bedoelde periode van verblijf kan aantonen en de tijdelijke verblijfsvergunning van één jaar uit te reiken».

Art. 5.

In Titel II van dezelfde wet wordt een hoofdstuk IV ingevoegd, met als opschrift «Ontheemden», dat de artikelen 61/2 tot en met 61/5, omvat, luidende:

«Art. 61/2. — § 1. Wordt beschouwd als ontheemde, de vreemdeling die behoort tot een bevolkingsgroep die wordt bedreigd. De erkenning van een bevolkingsgroep als bedreigd kan gebeuren door de wet of door de Koning op basis van de criteria vastgesteld in §2, 1° tot 3°, of door een beslissing van een internationale instantie, die België bindt.

§ 2. Peut être considérée comme menacée, la communauté

1° dont les membres vivent dans un État ou une région en proie à la guerre ou à la guerre civile;

2° dont les membres vivent dans un État ou une région où ils sont opprimés;

3° dont les membres sont ou risquent d'être victimes d'un génocide et vivent dans tout État ou région où ce génocide pourrait être perpétré;

4° dont les membres sont en danger en raison d'autres circonstances exceptionnelles et passagères.

Art. 61/3. — L'étranger peut obtenir une autorisation de séjour temporaire en qualité de personne déplacée, pour une durée et dans les conditions fixées par une loi, par le Roi ou par une décision internationale visée à l'article 61/2, § 1^{er}.

Art. 61/4. — § 1^{er}. L'étranger qui souhaite obtenir une autorisation de séjour temporaire en qualité de personne déplacée peut, sans que cette demande empêche l'introduction d'une demande au sens des articles 50 et 51, en faire la demande de la manière suivante:

1° en Belgique, auprès du bourgmestre d'une commune, qui la transmet au ministre compétent;

2° à l'étranger, auprès d'une personne habilitée à cet effet par le Roi ou par une loi.

§ 2. Le ministre ou son délégué statue après avis de la commission consultative des étrangers. Seul le ministre peut déroger à cet avis. Le demandeur doit être entendu ou, en tout cas, convoqué.

Il peut comparaître en personne, avec une personne de son choix ou se faire représenter par la personne de son choix.

Lorsque la demande est introduite à l'étranger, la procédure est fixée par le Roi.

Le ministre ou son délégué statue dans les trois mois de l'introduction de la demande d'autorisation de séjour temporaire, faute de quoi la demande est réputée acceptée.

Art. 61/5. — À l'expiration du délai fixé par l'article 61/3, l'étranger peut demander une autorisation de séjour conformément aux dispositions de l'article 9, alinéa 3.»

29 mars 1999

§2. Kan worden beschouwd als bedreigd, de bevolkingsgroep:

1° waarvan de leden wonen in een staat of een regio waar oorlog of burgeroorlog heerst;

2° waarvan de leden wonen in een staat of regio waar zij verdrukt worden;

3° waarvan de leden het slachtoffer zijn of dreigen te worden van een genocide en die wonen in eender welke staat of regio waar deze genocide zou kunnen worden uitgevoerd;

4° waarvan de leden om andere uitzonderlijke en tijdelijke omstandigheden in gevaar zijn.

Art. 61/3. — De vreemdeling kan een machtiging tot tijdelijk verblijf verkrijgen als ontheemde, voor een termijn en binnen de voorwaarden bepaald door een wet, door de Koning of door een internationale beslissing zoals bedoeld in artikel 61/2, § 1.

Art. 61/4. — §1. De vreemdeling die een tijdelijke machtiging tot verblijf als ontheemde wenst te verkrijgen, kan deze aanvragen, zonder dat deze aanvraag een aanvraag in de zin van artikel 50 en 51 belet, als volgt:

1° bij de burgemeester van een gemeente in België, die ze verzendt aan de bevoegde minister;

2° bij een daartoe door de Koning of een wet gemachtigde persoon in het buitenland.

§2. De minister of zijn gemachtigde neemt een beslissing na advies van de Commissie van advies voor vreemdelingen. Alleen de minister kan een van het advies afwijkende beslissing nemen.

De aanvrager moet worden gehoord of op z'n minst opgeroepen. Hij kan zelf verschijnen, samen met een persoon van zijn keuze of zich laten vertegenwoordigen door een persoon van zijn keuze.

In geval van aanvraag in het buitenland wordt de aanvraagprocedure bepaald door de Koning.

De minister of zijn gemachtigde neemt een beslissing binnen de drie maanden, te rekenen van het ogenblik waarop de aanvraag om te worden gemachtigd tot een tijdelijk verblijf is ingediend, zoniet worden de aanvraag geacht te zijn ingewilligd.

Art. 61/5. — Na het verstrijken van de termijn zoals bepaald in art. 61/3, kan de vreemdeling een machtiging tot verblijf aanvragen overeenkomstig de bepalingen van artikel 9, derde lid.»

29 maart 1999

K. VAN HOOREBEKE
F. BORGINON
A. VAN DE CASTEELE